

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.16

31 janvier 1997

(97-0423)

Groupe des télécommunications de base

Original: espagnol

COMMUNICATION DU MEXIQUE

Offre conditionnelle sur les services de télécommunication de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande du Mexique.

On trouvera ci-joint l'offre conditionnelle du Mexique présentée conformément aux décisions du Groupe des télécommunications de base.

Le Mexique se réserve le droit d'effectuer des changements techniques, de modifier ou de réduire son offre en fonction des engagements pris par les autres participants.

Les engagements indiqués dans l'offre sont pris compte tenu de la Note du Président du Groupe des télécommunications de base portant la cote S/GBT/W/2/Rev.1

Les engagements horizontaux indiqués dans la liste de concessions du Mexique, en vigueur à compter du 1er janvier 1995, s'appliquent à la présente offre conditionnelle sur les télécommunications de base.

OFFRE CONDITIONNELLE DU MEXIQUE - REVISION

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2.c Services de télécommunication Services de télécommunication fournis par un réseau public de télécommunication par mise à disposition d'installations (à courants porteurs et hertziennes) au moyen de toutes technologies modernes, y compris celles qui sont indiquées aux alinéas a), b), c), f), g) et o)	<p>1) Néant, excepté que: le trafic international doit être acheminé par le biais des installations d'une entreprise titulaire d'une concession accordée par le Ministère des communications et des transports (SCT)</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Obligation d'obtenir une concession auprès du SCT. Seules les entreprises constituées conformément au droit mexicain peuvent obtenir cette concession.</p> <p>Les concessions pour l'utilisation de bandes de fréquence du spectre à des fins déterminées sont accordées par adjudication publique, sous réserve de la disponibilité du spectre.</p> <p>Les gouvernements étrangers ne peuvent pas participer au capital d'une entreprise constituée conformément au droit mexicain, ni obtenir l'agrément aux fins de la fourniture de services de télécommunication.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	Le Mexique accepte les obligations énoncées dans le document de référence reproduit en annexe.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a. Services de téléphone (CPC 75211, 75212) et services de téléphonie cellulaire (75213**)	<p>L'investissement étranger direct est autorisé à concurrence de 40 pour cent du capital d'une entreprise située sur le territoire mexicain.</p> <p>Telecomunicaciones de México (Telecom) détient les droits exclusifs pour les liaisons avec Intelsat et Inmarsat.</p> <p>Jusqu'en 2002, les services autres que les services à grande distance internationaux qui nécessitent le recours à des satellites devront être assurés au moyen de l'infrastructure satellitaire du Mexique.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1)</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Comme indiqué sous 2.C.3)</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
b. Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**)			
c. Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f. Services de télécopie (CPC 7521** + 7529**)	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Obligation d'obtenir un permis délivré par le SCT pour la fourniture de services publics de télécopie. Seules les entreprises constituées conformément au droit mexicain peuvent obtenir ce permis. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g. Services de circuits loués privés (CPC 7522** + 7523**)	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Les exploitants de réseaux privés qui souhaitent fournir des services commerciaux doivent obtenir une concession délivrée par le SCT, qui confère à ces réseaux le caractère de réseaux publics de télécommunication. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o. Services de radiorecherche (CPC 75291)	1) Néant, sauf comme indiqué sous 2.C.1) 2) Néant 3) Comme indiqué sous 2.C.3) 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.